



Le GIP Mission de recherche Droit et Justice a élaboré une charte de déontologie, en concertation avec le nouveau président de son conseil scientifique, Loïc Cadiet.

Cette charte vise à doter la Mission de règles de fonctionnement simples et claires dans ses relations avec les chercheurs, que ceux-ci soient porteurs de projets ou membres de son conseil scientifique. Un certain nombre de ces règles tend à garantir, conformément à ses principes fondateurs, l'indépendance du GIP, et par conséquent celle de la recherche conduite sous son égide.

Les présentes règles protègent non seulement les principes fondamentaux du service public mais aussi l'exigence de rigueur scientifique qui est et doit être la nôtre – l'impartialité garantissant, par exemple, à la fois l'égalité de traitement des chercheurs et l'objectivité dans l'évaluation de leurs projets et travaux. D'autres règles très concrètes sauvegardent l'objectivité, que ce soit en s'assurant du caractère collectif, donc pluraliste et collégial, des recherches, ou encore de la transparence de la méthodologie, des sources et des données.

Ces combinaisons entre l'éthique de la recherche et celle du service public font de ce document une charte de déontologie à part entière, plus encore qu'une charte de bonnes pratiques. En effet, et au-delà de l'histoire spécifique du GIP, l'obligation de se doter de règles déontologiques tend à s'imposer aux organismes publics dans le sillage de la loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

S'agissant plus spécifiquement de la recherche, la présente charte tire les leçons de vingt années d'expérience depuis la création du GIP, ainsi que de la réflexion du CNRS, qui s'est en effet doté, en 2015, d'une Charte nationale de déontologie et d'un Guide pour une recherche intègre et responsable, dont la présente charte s'est fortement inspirée.

Elle a donné lieu à un débat approfondi avec le conseil scientifique de la Mission qui l'a adoptée lors de sa réunion du 11 mai 2016.

Sandrine Zientara  
Directrice du GIP Mission de recherche Droit et Justice